

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023 soit 0,183 € HT le caractère

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.



Infogrefre.fr :
un accès direct
aux informations
des Greffes des Tribunaux
de Commerce



infogrefre.fr
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

Avis administratif

7384620301 - AA

Communauté urbaine CAEN LA MER

Modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Soliers 2È AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n° A-2024-115, le président de la communauté urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n° 2 du Plan local d'urbanisme de Soliers.

L'enquête publique se tiendra du mardi 10 décembre 2024 (à partir de 9 h 00) au vendredi 10 janvier 2025 (jusqu'à 17 h 00). La mairie de Soliers est désignée comme siège de cette enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du projet de modification du PLU, ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public à la mairie de Soliers et au siège de la communauté urbaine Caen la mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessous. Le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Soliers et au siège de la communauté urbaine.

Mairie de Soliers, 8, rue des Ecoles, 14540 Soliers :

- lundi : 8 h 30-12 h 00/15 h 00-17 h 15,
- mardi : 15 h 00-17 h 15,
- mercredi : 8 h 30-12 h 00 (fermée pendant les vacances scolaires),
- jeudi : 8 h 30-12 h 00/15 h 00-17 h 15,
- vendredi : 8 h 30-12 h 00 / 15 h 00-17 h 15,
- samedi : 10 h 00-12 h 00 (fermée pendant les vacances scolaires).

Siège de la communauté urbaine Caen la mer, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen :

- du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30,
- le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la communauté urbaine Caen la mer.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site Internet du registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5830>

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- par écrit, un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Soliers et à l'hôtel de la communauté urbaine Caen la mer,
- par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5830>
- par mail, à l'adresse suivante : enquete-publique-5830@registre-dematerialise.fr
- par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur pour modification du PLU, sous pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Soliers, 8, rue des Ecoles, 14540 Soliers.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard vendredi 10 janvier 2025 à 17 h 00.

M. Michel OZENNE a été désigné commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif de Caen. Il recevra à la mairie de Soliers les observations orales et écrites des intéressés le :

- lundi 16 décembre, de 9 h 00 à 12 h 00,

- samedi 21 décembre, de 10 h 00 à 12 h 00,
- vendredi 10 janvier, de 15 h 00 à 17 h 00.

À l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à M. le Président de la communauté urbaine et à M. le Président du tribunal administratif son rapport, ses conclusions motivées et son avis.

La copie du rapport, accompagné des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur sera adressée par l'autorité compétente au maire de Soliers et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Soliers (8, rue des Ecoles, 14540 Soliers) et au siège de la communauté Urbaine Caen la mer (16, rue Rosa Parks, CS 52700, 14027 Caen cedex 9) aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur les sites internet des deux collectivités pendant 1 an.

La procédure de modification du Plan local d'urbanisme n'a pas nécessité d'évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à l'enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la communauté Urbaine Caen la mer. Des informations peuvent également être demandées au maire de Soliers.

À l'issue de l'enquête publique, le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le conseil communautaire.

Tribunal

7386705901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Liquidation judiciaire SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE FORMA DRIVE, 68, rue de Vaucelles, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 807 411 368. Activité : enseignement de la conduite. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1er mai 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7386706201 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Liquidation judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE AUTOM' ACTIONS, 96, rue de l'Église, 14280 Saint-Germain-la-Blanche-Herbe. RCS greffe de Caen 518 283 494. Activité : ingénierie, études techniques. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 4 juin 2023, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7386704601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Redressement judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE INTER COLIS SERVICES, 11, rue des Ecrottes, 14480 Sainte-Croix-sur-Mer. RCS greffe de Caen 820 323 350. Activité : transports routiers de fret interurbains. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 mars 2024, désignant administrateur SELARL TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me ELLERT - 8, place Gardin, résidence Duc Guillaume, 14000 Caen avec les pouvoirs : d'assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion, mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ - 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7386705101 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Liquidation judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE TCHAM, 3, place Jean-Nouzille, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 878 805 290. Activité : traitement de données, hébergement et activités connexes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1er octobre 2024, désignant liquidateur Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7385729401 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Clôture pour insuffisance d'actif SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE SAFETYPRODUCTS, 10, boulevard des Nations, 14540 Bourguébus. RCS greffe de Caen 891 704 454. Activité : vente à distance sur catalogue spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen.

7386897001 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Arrêt plan de redressement SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE VRD SERVICES, 7, avenue de la Voie-au-Coeq, 14760 Brettville-sur-Odon. RCS greffe de Caen 492 971 973. Activité : ingénierie, études techniques. Jugement arrêtant le plan de redressement, durée du plan 8 ans nomme commissaire à l'exécution du plan Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2.

7387071401 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire TBYEB YOUSSEF, place Venoise, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 891 886 947. Activité : coiffure. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 5 juin 2023, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7386896501 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 4 décembre 2024

Liquidation judiciaire SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE K14 PEINTURE, 4, avenue de Tsukuba, 14200 Hérouville-Saint-Clair. RCS greffe de Caen 820 174 241. Activité : travaux de peinture et vitrerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2.

7387071001 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire AYDIN RAHIM, 8, rue Simone-Signet, 14540 Garcelles-Secqueville. RCS greffe de Caen 379 425 382. Activité : travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 16 octobre 2023, désignant mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOULLE - 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387069601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE GEDIBAT, 26, avenue de Thiès, Péricentre 3, Caen Espace Affaires, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 808 997 381. Activité : travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 25 mars 2024, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ - 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387070101 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire VINCENT JULES, VICTOR, 9, rue Renoir, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 819 380 999. Activité : activités photographiques. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 26 mars 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387070501 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE JUNGLE FOOD, 7 rue de Strasbourg, 14200 Hérouville-Saint-Clair. RCS greffe de Caen 878 760 040. Activité : restauration de type rapide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 14 février 2024, désignant liquidateur Me Alain LIZÉ 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7387070601 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire BAAR JONATHAN, 4b, rue de l'Église, 14620 Le Marais-la-Chapelle. RCS greffe de Caen 835 242 900. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 17 juillet 2023, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387072401 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire GAND FRANCIS, 9, rue Hamelet, 14190 Saint-Germain-le-Vasson. RCS greffe de Caen 333 124 808. Activité : travaux de peinture et vitrerie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 30 juin 2023, désignant mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOULLE - 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387073701 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire HOUETO OKE CÉDRIC, 20, rue d'Auge, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 788 778 157. Activité : coiffure. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 5 juin 2023, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387073601 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire GHALIOU ALHOUSSEINI, 43, boulevard Général Vanier, étage n°3 appartement 7, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 751 934 936. Activité : construction de maisons individuelles. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du Code de commerce, date de cessation des paiements le 5 juin 2023, désignant liquidateur Maître Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du Code de commerce.

7387073201 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire LEVALLOIS CÉDRIC, 3, rue Robert-Letellier, 14000 Caen. RCS greffe de Caen 503 632 150. Activité : travaux de plâtrerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 5 juin 2023, désignant liquidateur Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387073401 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE CITYCOLIS 50, 12, rue des Bourelliers, 14123 lfs. RCS greffe de Caen 789 352 606. Activité : transports routiers de fret de proximité. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 19 décembre 2023, désignant mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387072801 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE SAS BAAR JONATHAN, 4B, rue de l'Église, 14620 Le Marais-la-Chapelle. RCS greffe de Caen 948 016 076. Activité : travaux de revêtement des sols et des murs. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1er juillet 2024, désignant mandataire judiciaire Maître Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387074101 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Liquidation judiciaire NDOUGOU GRÉGOIRE, 1010, quartier des Belles Portes, 14200 Hérouville-Saint-Clair. Activité : travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 28 juin 2023, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.

7387074001 - ICC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 5 décembre 2024

Redressement judiciaire SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE ARMEMENT L'AUDREY, Le Cascado, 14400 Etréham. RCS greffe de Caen 851 798 702. Activité : pêche en mer. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 juin 2023, désignant mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOULLE - 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce.



La centrale des marchés
MÉSALIX

Trouvez gratuitement
le bon marché public près de chez vous !

lacentraledesmarches.com